

LES DIFFÉRENTES EXPLOSIONS INQUIETENT LA POPULATION

Plainte contre le complexe Alzofert ammoniac de Bethioua

Suite aux différentes explosions et incidents techniques survenus au niveau des complexes industriels de la zone d'Arzew, dont le dernier en date du 08 janvier 2005 à 00h40, la population de Bethioua, une daïra mitoyenne avec le complexe, ne cache plus sa crainte et sa peur qu'un de ces jours le pire sera inévitable. C'est par le biais de l'association Shems pour la protection et la lutte antipollution et la sauvegarde du patrimoine (archéologique et historique) qu'un appel est lancé aux autorités, non pas pour assurer pour la énième fois la sécurité des sites, mais plutôt pour la fermeture pure et simple du complexe d'ammoniac.

Amei B. - Oran (Le Soir)
- Contacté par téléphone, M. Medjadji, président de l'association Shems, nous expliquera la colère de toute la population de Bethioua, qui vit au quotidien avec les risques et les dangers que



Ph: Archives

constitue ce complexe et les incidents successifs inquiètent davantage. Créée en mars 2004, l'association compte aujourd'hui environ 400 adhérents, tous des habitants de cette daïra, qui crient leur désarroi et leur ras-le-bol et qui se disent "outrés par le comportement des responsables du complexe ammoniac d'Alzofert qui ne savent pas maîtriser une technologie et gérer les déchets toxiques selon la loi 3010 du 19.07.2003 relative à la protection dans le cadre du développement durable qui fait obligation à toute industrie de ne pas mettre la

santé du citoyen en danger", lit-on dans un communiqué adressé à notre rédaction.

Le nombre des personnes atteintes de maladies chroniques, épidémiques et endémiques ne cesse d'augmenter, surtout parmi les enfants, nous dira notre interlocuteur. L'association Shems déplore également la souffrance des écoliers, des collégiens et des lycéens "incommodés à longueur d'année par les émanations des gaz toxiques, des fumées des gaz torchés, des différents complexes "GPL-GNL" de la zone industrielle de

Bethioua". M. Medjadji fera savoir que, face à ces cycles d'explosions et pollutions, l'association Shems, en étroite collaboration avec les résidents de la daïra de Bethioua, est déterminée à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire la fermeture pure et simple du complexe d'ammoniac. Le président de l'association nous informera que, dans les jours à venir, l'association compte ester en justice Alzofert Ammoniac Arzew, pour, dit-il, tous les maux et torts causés à l'environnement et à la population.

A. B.

MONÉTIQUE ET INTER-BANCARITE EN ALGERIE

Une société conseil française apporte son expertise

La société conseil en ingénierie d'information Net Conseil Algérie, filiale de Net Conseil France, a organisé, mardi à l'hôtel Sheraton Club-des-Pins, un séminaire sur la monétique, les systèmes d'échanges interbancaires et les risques opérationnels bancaires.

Opérationnelle depuis quatre mois, Net Conseil Algérie offre des prestations en audit, conseil et formation professionnelle dans les domaines des télécommunications, banques, assurances et finances, industrie et formation. Un séminaire qui a permis d'exposer aux représentants de plusieurs banques algériennes, publiques et privées, le modèle français, ainsi que l'expertise, savoir-faire et veille, métier que cette société conseil cible d'offrir, de manière pérenne, à nos institutions financières qui "en ressentent le besoin", selon ses représentants. Cela concernant, outre la monétique, les systèmes des échanges de masse et de gros, à travers le système interbancaire de télécompensation et la Centrale de règlement interbancaire, en présentant le système réseau Swift Y, typiquement français, ou le système Target, européen. Mais aussi relativement à la maîtrise des risques opérationnels bancaires en termes d'exploitation et de conception de systèmes d'information et autres aspects liés à la sécurité, disponibilité, traçabilité et fiabilité des informations et échanges interbancaires. Cela étant, l'Algérie, qui adhère au réseau international Swift qui gère 85% des échanges interbancaires dans le monde, est en train de développer son système monétique. Au-delà de certaines contingences culturelles, inexploitation des distributeurs automatiques et retard en matière de systèmes de paiements par cartes, d'autres couacs sont rencontrés tels que l'absence d'une centrale de règlement interbancaire réellement effective et de suivi en ce domaine, et des incohérences de la SATIM. Toutefois, la Banque d'Algérie mettra en place durant cette année le système de règlement interbancaire en temps réel de gros (Real Time Gross Settlement) et permettant le règlement en dinars d'importants virements.

Chérif Bennaceur

CHAKIB KHELIL A SKIKDA

La sécurité sur les sites pétroliers en débat

Un séminaire portant sur le thème de la prévention des risques majeurs a été organisé conjointement par Sonatrach Aval et l'ISGA d'Annaba, ce mercredi au niveau de l'auditorium de GL1K, rehaussé par la présence du ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil.

Une rencontre coïncidant avec la commémoration de l'incident survenu le 19 janvier 2004, à laquelle ont pris part les autorités locales de la wilaya, les élus du peuple, les directeurs des différents complexes de la zone pétrochimique des organismes publics et privés. Prenant la parole lors de la séance d'ouverture des travaux de ce séminaire, le ministre de l'Energie et des Mines, a demandé à l'assistance une minute de silence à la mémoire de

27 victimes de la catastrophe de GNL, suite à cela il a développé un discours où prime le mot "hommage" à travers lequel il a voulu "... rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui, avec courage et abnégation, ne ménagent aucun effort en continuant à servir efficacement le secteur de l'énergie et des mines afin d'améliorer la richesse nationale...". L'orateur admettant que "bien que l'édification de notre potentiel énergétique et minier ait été menée selon les standards internationaux... ce potentiel reste néanmoins soumis à des aléas car le fonctionnement de toute installation industrielle notamment dans notre secteur, comporte toujours des éléments de risques d'exploitation."

Il confortera l'assistance en affirmant qu'"aucun pays n'est à l'abri des catastrophes liées aux installations industrielles... A l'instar de l'explosion du complexe de liquéfaction de Skikda, les cas du Bhopal (en Inde), de Seveso (en Italie), de Piper Alpha (en Mer du Nord) et AZF (en France) et d'autres ont marqué l'histoire récente de la sécurité industrielle". Chakib Khelil a notamment fait référence au potentiel dont regorge la plate-forme pétrochimique en soulignant que "le pôle industriel de Skikda occupe une place privilégiée en matière de développement des activités du secteur... avec ses 1270 ha

dont 388 sont réservés au développement des projets futurs, il intègre 7 importantes unités et emploie une population active de 1200 travailleurs de diverses spécialités dont 8100 relèvent de Sonatrach".

La catastrophe de GL1K a eu l'avantage d'interpeller les responsables concernés sur l'impérieuse nécessité de ne plus tolérer la contiguïté des habitations avec les installations industrielles.

Dans ce sens, le ministre a souligné que "des solutions doivent être recherchées dans l'intérêt de la propre sécurité et de la préservation de la santé des indus occupants d'une part, mais aussi pour assurer la sécurité de la zone industrielle en tant qu'ensemble économique vital pour notre pays", avant d'enchaîner de l'inéluctabilité de "la récupération des terrains illégalement occupés, la remise de ces terrains à leur vocation initiale pour la réalisation de grands projets industriels, telle la raffinerie de condensat", un cas qui n'est pas spécifique qu'à Skikda. Celui de Hassi-Messaoud est plus évident.

D'ailleurs, le CIM qui s'est réuni récemment à ce sujet a adopté des résolutions consistant à sécuriser ce site industriel et à préserver la population des dangers de tout risque majeur. D'autre part, le Parlement vient d'adopter, selon Chakib Khelil, sur proposition du gouvernement une loi relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable. Des nouveautés sont à signaler,

selon les propres termes du ministre, comme l'introduction au sein des instituts de formation qui ont dans leurs modules un enseignement de la sécurité industrielle, la dotation de Sonatrach pour la première fois d'une direction centrale santé, sécurité et environnement dénommée HSE, et dont les investissements prévus pour les deux prochaines années, visant l'amélioration de la sécurité des unités industrielles, atteindront la barre de 1,2 milliard de dollars, l'installations dans les brefs délais d'agences autonomes concernant le secteur de l'électricité et des mines, celles du secteur des hydrocarbures, elles verront le jour après l'adoption du projet de loi sur les hydrocarbures, la création d'une société spécialisée dans la

lutte contre la pollution maritime, en partenariat avec les pays de la Méditerranée et ceux de l'Afrique de l'ouest, à cette fin une proposition sera soumise au deuxième congrès africain qui se tiendra du 14 au 17 février 2005 à Alger.

Il est prévu une accélération dans la formation du personnel du secteur de l'énergie et des mines par le groupement IAP constitué de Sonatrach, Sonelgaz, Naftal, Naftec et intégrant le CPE d'Alger, l'IAP d'Arzew et Naftogaz en partenariat avec des instituts de grand renom et développer notamment des filières d'avenir dans le marketing, les finances, la commercialisation, le "procurement et la sécurité industrielle", selon toujours le ministre.

Zaïd Zoheïr

AÉROPORT D'ALGER

200 mobiles saisis en 48 heures

Près de 200 téléphones portables ont été saisis en fin de semaine dernière au niveau de l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger, a-t-on appris de source douanière. Cette saisie a été effectuée lundi et mardi derniers sur des "trabendistes", en provenance de Tunis et de Barcelone. Selon notre source, les agents des douanes, relevant administrativement de la direction régionale Est située à Dar-El-Beïda, ont agi sur information. Ce coup de filet est intervenu également grâce au nouveau dispositif de contrôle mis en place par l'actuel directeur régional de Dar-El-Beïda. Pour preuve, les personnes mises en cause dans ce trafic n'ont pas réussi à déjouer la vigilance des douaniers, et ce, malgré le fait que les téléphones mobiles aient été soigneusement dissimulés. Au total, quatre personnes faisaient partie, selon notre source, d'un réseau de "passeurs" de téléphones mobiles de l'étranger vers Alger. Il est à préciser que les produits saisis feront l'objet d'une vente aux enchères publiques et les personnes impliquées seront verbalisées.

A. Bettache

